EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK

RAPPORT

Le projet européen va-t-il à contre sens ?

L'impact social de la crise et des politiques de relance en 2010

6 messages clé

- The social impact is getting worse, as Governments' austerity measures make the poor pay and undermine a sustainable recovery.
- On ignore ou on sous-estime systématiquement l'impact de la crise.
- Les ONG sont fortement affaiblies et leur apport essentiel à la société est en jeu.
- La crise n'était pas inévitable ; elle résulte d'une tendance à la déréglementation et à l'accroissement des inégalités, et non pas des dépenses du secteur public.
- Another, fairer way is possible – towards prosperity for all.
- L'UE doit restaurer les valeurs centrales du projet européen, et utiliser la stratégie Europe 2020 pour piloter une vision sociale durable et ambitieuse.

Document produit par les groupes de travail d'EAPN

Février 2011

EUROPEAN ANTI-POVERTY NETWORK
RÉSEAU EUROPEEN DES ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE
SQUARE DE MEEÛS, 18 – 1050 BRUXELLES TEL : 0032 2 226 58 50 – FAX : 0032 2 226 58 69

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES 5

1. LA CRISE UN AN PLUS TARD: OU EN EST-ON? 11

1.1. UNE CRISE QUI S'AGGRAVE 11

1.2. DES CONSÉQUENCES SOCIALES DÉSASTREUSES 13

2. LA STRATÉGIE DES GOUVERNEMENTS AGGRAVE LA CRISE 21

2.1. LA STABILITÉ BUDGÉTAIRE : AUX DÉPENS DE LA COHÉSION SOCIALE ET D'UNE REPRISE DURABLE POUR TOUS? 21

2.2. LES POLITIQUES POUR L'EMPLOI: UN DANGEREUX RETOUR EN ARRIERE 26

3. LA SITUATION DES ONG 30

3.1. DE GRANDES DIFFICULTÉS À RÉPONDRE À UNE DEMANDE CROISSANTE 30

3.2. LES ONG JOUENT UN RÔLE CLÉ DANS LA MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONCERNANT L'IMPACT SOCIAL DE LA CRISE ET DES CHOIX POLITIQUES OPÉRÉS 34

4. CONCLUSIONS: CAUSES ET ALTERNATIVES 37

4.1. LE DANGER LIE A L'ABSENCE DE DÉBAT SUR LES CAUSES DE LA CRISE 37

4.2. DES ALTERNATIVES SONT POSSIBLES 39

POUR PLUS D'INFORMATIONS 41

Principaux messages

En décembre 2009, le rapport d'EAPN sur la crise[1], rédigé sur base des contributions des membres, mettait en évidence l'impact social dramatique de la crise et des choix politiques opérés. Un an plus tard, en 2011, le nouveau rapport d'EAPN souligne que la crise est loin d'être terminée. Pour de nombreuses personnes, elle s'aggrave chaque jour et la crainte est grande que le pire reste à venir. Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les conséquences sociales de la crise qui sont préoccupantes, mais aussi les choix politiques négatifs opérés par les Etats membres dans le cadre de leur paquet de relance, et les mesures d'austérité qui ont été décidées.

Ces choix malheureux risquent non seulement de faire augmenter la pauvreté et l'exclusion sociale, mais également d'entraîner des conséquences désastreuses à long terme sur la cohésion sociale. Ils contribuent à affaiblir notre capacité à construire une économie forte, durable et plus sociale, garantissant la prospérité de tous. Le débat sur les causes de la crise, sur son impact et sur la manière de tirer les enseignements des erreurs passées manque cruellement. L'UE doit réaffirmer son engagement en faveur du projet européen et saisir les opportunités offertes par la stratégie Europe 2020 et par la Plate-forme phare de lutte contre la pauvreté pour s'attaquer à l'impact social de la crise. Elle doit investir dans les personnes, dans les emplois décents, dans les biens sociaux, et agir avant qu'il ne soit trop tard.

LES SIX MESSAGES CLÉS

- Les conséquences sociales de la crise se font de plus en plus sentir, tandis que les mesures d'austérité prises par les gouvernements pèsent sur les pauvres et empêchent toute relance durable.
- On ignore ou on sous-estime systématiquement l'impact de la crise.
- Les ONG sont fortement affaiblies et leur apport essentiel à la société est en jeu.
- La crise n'était pas inévitable ; elle résulte d'une tendance à la déréglementation et à l'accroissement des inégalités, et non pas des dépenses du secteur public.
- Une autre voie, plus juste, est possible, menant à la prospérité pour tous.
- L'UE doit restaurer les valeurs centrales du projet européen, et utiliser la stratégie Europe 2020 pour piloter une vision sociale durable et ambitieuse.

[1] Rapport d'EAPN sur la crise « La cohésion sociale en péril : l'impact social de la crise et des politiques de relance », décembre 2009.

1. Les conséquences sociales de la crise se font de plus en plus sentir, tandis que les mesures d'austérité prises par les gouvernements font payer les pauvres et empêchent toute relance durable

Aujourd'hui, l'impact social de la crise s'aggrave, non seulement en raison de la récession mais également **parce que la grande majorité des gouvernements a réagi à la crise économique et financière en adoptant une même approche néo-libérale** : priorité à la réduction des déficits publics, principalement par la réduction des dépenses publiques, des aides sociales et des services publics. Ce choix non seulement pénalise les personnes en situation de pauvreté et accentue leurs difficultés, mais il remet en cause considérablement la possibilité d'une relance durable dans le futur.

2. On sous-estime ou on ignore systématiquement l'impact social de la crise

La réalité de la situation sociale, n'est ni évaluée ni discutée, malgré les conséquences désastreuses pour des millions de citoyens européens et pour les ONG qui militent pour l'inclusion sociale. Le rapport conjoint Comité de la Protection Sociale/Commission sur l'impact social souligne que rares sont les Etats membres qui effectuent une analyse de l'incidence sociale de la crise ou des politiques menées. Lorsque pareilles évaluations sont menées, au niveau européen par exemple, elles sont limitées et partielles. Leur résultats ne sont pas pris en compte et n'influencent aucune des décisions politiques générales relatives aux mesures de relance au niveau national et européen.

3. Les ONG sont fortement affaiblies et leur contribution essentielle à la société est en jeu

Les ONG, qui offrent des services et un appui essentiels aux personnes touchées par la crise, font de leur mieux pour répondre à une demande en rapide augmentation, tout en continuant à remplir leur mission de plaidoyer. Toutefois, les coupes budgétaires et les restrictions opérées dans les services publics les placent dans une situation extrêmement difficile. Leur capacité à amortir l'impact social de la crise est en jeu ; ce constat s'applique également à leur capacité à innover, à alimenter le débat public par leur expérience, ainsi qu'à transmettre les inquiétudes des personnes en situation de pauvreté ou à faciliter leur participation à l'élaboration des politiques.

Le financement des ONG sociales devrait être protégé des coupes opérées au niveau européen et au niveau national. Elles devraient pouvoir accéder à des budgets accrus afin de leur permettre de jouer leur rôle important et de contribuer à une relance durable.

4. La crise n'était pas inévitable ; elle résulte de la dérégulation et de l'accroissement des inégalités, et non pas des dépenses du secteur public

Les Etats membres n'ont pas tous été touchés par la crise dans les mêmes proportions. Les conséquences de cette crise **n'étaient pas inévitables.** Toutefois, elles ont été particulièrement dévastatrices dans les Etats membres qui étaient déjà engagés sur la voie de la dérégulation économique et financière et de la remise en cause de la protection sociale. Dans d'autres pays, tels que les pays scandinaves, mais également la Pologne, qui n'ont pas opéré les mêmes choix, la situation est différente. Les investissements publics dans la protection sociale et dans les autres biens collectifs, des engagements à réduire le fossé des inégalités en matière de revenus, de richesses et d'accès aux services, leur ont permis de mieux résister à la crise et de préserver leur capacité à renouer avec une reprise rapide.

5. Une autre voie, plus juste, est possible, qui mène vers la prospérité pour tous

EAPN est convaincu que **des choix politiques alternatifs peuvent encore être opérés** afin de soutenir une **relance durable plus équitable.** Ces choix devraient refléter un projet volontariste à long terme, visant la réalisation de la prospérité pour tous et la réduction des inégalités qui ont été l'un des principaux éléments déclencheurs de la crise:

- Opter pour des mesures anti-cycliques plutôt que pour des réductions de déficits à tout prix ; investir dans la reprise (par un revenu minimum et une protection sociale renforcée, par la création de nouveaux emplois et des services locaux, par des actions visant à stimuler la demande).
- Réduire les déficits de manière plus graduelle par une augmentation des recettes (via un système de taxation plus équitable, notamment en insistant sur la richesse, la réduction des inégalités ainsi que par la création de nouvelles sources de recettes), plutôt que de privilégier la réduction des dépenses.
- Dans le cadre de réduction budgétaires, défendre les priorités sociales : préserver les biens et les services sociaux fondamentaux au détriment d'autres lignes de dépenses moins essentielles.

6. L'UE doit restaurer les valeurs centrales du projet européen et utiliser la stratégie Europe 2020 pour piloter une vision sociale durable et ambitieuse

Les conséquences sociales des choix politiques sur la crise **ébranlent les valeurs essentielles du projet européen.** L'UE s'est bâtie sur un idéal : créer un espace commun où règnent la paix et la démocratie. Mais les politiques actuelles ne font que contribuer à l'accroissement des tensions et des attaques portées aux principes démocratiques. Les institutions européennes doivent être en mesure de **défendre leur projet de manière volontariste, en accord avec la clause sociale horizontale** adoptée avec le Traité de Lisbonne et la Charte des Droits Fondamentaux:

- Nous avons besoin d'une UE qui défende **la solidarité** plutôt que **la concurrence déloyale** entre les pays, **une réglementation volontariste** des marchés et **l'intervention publique** visant à garantir la mise en œuvre des droits des personnes.
- Une réponse à ces attentes doit être abordée dans le cadre de la mise en œuvre de la **stratégie Europe 2020 et surtout de la Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté,** pour que les personnes qui résident dans l'UE aient confiance dans les institutions européennes pour la réalisation d'un avenir meilleur.
- Il faut mener, de manière pro-active, une **analyse de l'incidence sociale** des causes et des conséquences de la crise, ainsi que des réponses politiques apportées par les gouvernements.
- Il faut un **débat public**, notamment avec le Parlement Européen, et dans la cadre d'un dialogue structuré entre la Conseil et les parties prenantes, notamment les personnes en situation de pauvreté et les ONG.
- **Il faut reconnaître la nécessité d'investir dans le bien public** (protection sociale, services publics, nouveaux emplois), défendre les droits sociaux, donner une base solide à la reprise et susciter une nouvelle confiance dans le projet européen.

Introduction

L'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale se termine alors que, tous les jours, de nouvelles réductions des aides sociales sont annoncées dans le cadre des mesures d'austérité. Même des mesures spécifiques, qui avaient été prises précédemment pour amortir l'impact social de la crise, ont été interrompues. C'est le cas en Espagne où la durée de l'indemnisation du chômage a été réduite.

En décembre 2009, EAPN avait déjà mis en évidence l'impact social dramatique de la crise et des paquets de relance dans son rapport intitulé « La cohésion sociale en jeu ». Le présent rapport propose une mise à jour concernant les conséquences des décisions politiques, le vécu des personnes les plus vulnérables au sein de nos sociétés et ce que ces personnes souhaitent exprimer. A nouveau, nous craignons que la situation s'aggrave considérablement au cours des prochaines années en raison des choix politiques opérés aujourd'hui. Si le présent rapport n'est pas en mesure de présenter une analyse exhaustive et parfaitement mise à jour d'une situation en évolution constante, nous restons persuadés qu'il dépeint une réalité qui n'est ni reconnue ni traitée de manière adéquate.

Comme le souligne la «mise à jour 2010 de l'évaluation conjointe actualisée de l'impact social de la crise économique et des réponses politiques » par le Comité sur la Protection Sociale et la Commission Européenne[2], *« les données manquent à propos de l'impact social de la crise: les données 2009 de l'étude européenne SILC-UE, qui seront publiées dans un avenir proche, fourniront des informations concernant l'année 2008 »*, *« peu de pays ont publié des rapports réguliers présentant une évaluation de la pauvreté et un aperçu précis de l'état de la situation »*. Le rapport souligne également que *« la plupart des pays ne sont pas en mesure de fournir une analyse globale de l'impact de la crise »*.

EAPN considère que cette absence d'analyse effective de l'impact social est symptomatique de la faible priorité accordée à la lutte contre la pauvreté par l'UE et la plupart des Etats membres. Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une mauvaise gestion de la situation, susceptible d'entraîner des conséquences négatives durables sur l'avenir de notre société[3]. Le présent rapport se base sur une enquête réalisée auprès des membres d'EAPN, à laquelle 23 membres d'EAPN ont contribuée.

Il s'agit principalement des membres du groupe de travail d'EAPN sur l'inclusion sociale et du groupe de travail sur l'emploi (Belgique, République Tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Norvège, Pologne, Roumanie, Espagne, Slovaquie, Suède et Royaume-Uni) ainsi que de 6 organisations européennes membres d'EAPN. Un bref questionnaire s'adressait tout particulièrement à ces dernières; Eurodiaconia, la Fédération Européenne des Enfants de la Rue, la FEANTSA, le membre britannique du Réseau Européen des Chômeurs et la plate-forme européenne AGE y ont répondu, et ont fourni des informations supplémentaires. Nous

[2] Ce rapport est accessible en ligne : http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/10/st16/st16905.en10.pdf

[3] Un projet d'avis du Comité des Régions sur la Plate-forme Européenne de lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale regrette que la Commission ne reconnaisse pas suffisamment les coûts sociaux de la crise. Le projet d'avis en appelle à une analyse approfondie de l'impact des mesures d'austérité prises par les gouvernements de toute l'Europe. Voir consultation en cours :
http://portal.cor.europa.eu/europe2020/news/Pages/SurveyEuropeanPlatformAgainstPoverty.aspx

faisons aussi référence au travail sur la crise réalisé par Eurochild[4] and Eurodiaconia[5] auprès de leurs membres.

L'étude a été finalisée entre août et novembre 2010, une première discussion sur les résultats liminaires s'est tenue lors de la réunion du groupe de travail d'EAPN sur l'inclusion active en novembre 2010.

[4] http://www.eurochild.org/index.php?id=208&tx_ttnews[tt_news]=1450&tx_ttnews[backPid]=185&cHash=8b717754dcc61dd8919044a2db9e8d2c:

[5] http://www.eurodiaconia.org/images/stories/The_social_cost_of_the_crisis_even_more_in_need_and_more_needed.pdf

1. La crise un an plus tard: ou en est-on?

« Avec le tassement de la montée du chômage, les médias considèrent

que la crise est finie. Mais ce langage est vraiment trompeur :

les dégâts causés par la crise sont toujours bien présents » (EAPN Belgique)

1.1. Une crise qui s'aggrave

En décembre 2009, nous écrivions que le pire restait à venir. En 2010, certains développements ont atteint un niveau inattendu de gravité : l'Espagne et l'Irlande voyaient leur situation se dégrader à nouveau, de graves menaces pesaient sur le Portugal tandis que les mesures d'austérité balayaient toute l'UE. Malheureusement, les prévisions négatives d'EAPN et d'autres ONG européennes actives dans le domaine social deviennent réalité. A nouveau et malgré les plans de sauvetage des banques, la situation au sein de la zone euro ne s'est pas stabilisée. Selon certains analystes, notre devise européenne commune est actuellement menacée.

L'état des finances publiques varie fortement

Les situations financières et économiques varient fortement d'un pays à l'autre.

En dehors de la zone euro, la Hongrie et les Pays Baltes, soumis à une forte pression de la Commission et du Fonds Monétaire International, ont été forcés d'adopter des politiques de rigueur. Les pays en périphérie de la zone euro (Grèce, Espagne, Portugal et Irlande) connaissent d'énormes déficits et font face à l'hostilité des marchés financiers. Ces derniers les sont tenus d'adopter de sérieuses mesures d'austérité. L'Irlande, dont le déficit public est estimé à 11,1% du PIB et dont la dette publique représentait 99% du PIB en 2011, est sous le coup de menace des marchés financiers. En 2010, 14 % de l'impôt prélevé seront affectés, par le gouvernement irlandais, au service de la dette[6].

Le rapport conjoint CPS/Commission Européenne[7] affirme qu'en 2009, le déficit public au sein de l'UE a triplé pour atteindre 6,8 % du PIB. Le tableau ci-dessous donne un aperçu général de l'état des soldes budgétaires en 2009 dans les 27 Etats membres de l'UE et en Norvège. Seuls l'Estonie, la Finlande, la Suède, le Danemark et le Luxembourg ont rempli les critères de stabilité européens. En réalité, la majorité des pays de la zone euro ont mis en place de sérieuses mesures d'austérité. Les pays désireux de rejoindre la zone euro, comme la Pologne, contrôlent leur budget public de manière très rigoureuse.

[6] Ce paragraphe s'iappuie sur la publication *« Confronting the Crisis, Austerity or Solidarity »*, Euromemorandum 2010/2011, European Economists for an alternative Economic Policy in Europe, www.euromemo.eu

[7] Idem 2

Solde budgétaire (en pourcentage du PIB), 2009

Belgique	-6.1	Luxembourg	-0.7
Bulgarie	-3.9	Hongrie	-4.0
République Tchèque	-5.9	Malte	-3.8
Danemark	-2.8	Pays-Bas	-5.3
Allemagne	-3.3	Autriche	-3.5
Estonie	-1.7	Pologne	-7.1
Irlande	-14.3	Portugal	-9.4
Grèce	-13.5	Roumanie	-8.3
Espagne	-11.2	Slovénie	-5.5
France	-7.6	Finlande	-2.4
Italie	-5.2	Suède	-0.8
Chypre	-6.1	Royaume-Uni	-11.4
Lettonie	-8.9	Slovaquie	-6.8
Lituanie	-8.9		

Source: Evaluation conjointe CPS/Commission Européenne sur l'impact social de la crise économique et des réponses politiques, annexe statistique.

En règle générale, la croissance n'a pas été suffisante pour garantir la reprise économique ou pour équilibrer les budgets publics au sein de l'UE.

Toutefois, tous les pays n'ont pas été touchés de la même manière par la crise : la Suède, l'Allemagne et la République Tchèque connaissent une croissance positive, tandis que l'Estonie est sortie de la récession à la fin de l'année 2009. Selon EAPN, il existe un lien entre ces disparités considérables au niveau de l'impact de la crise et le modèle de croissance et de société qui prévaut au niveau national. Il semblerait que les systèmes solides de protection sociale aient amorti les effets les plus graves de la crise.

Des menaces considérables planent toujours sur le système bancaire

Certains membres soulignent que, malgré l'appui considérable accordé aux banques, le système bancaire n'est toujours pas stabilisé. Par exemple, le réseau espagnol parle de risques d'insolvabilité liés au système d'échange dettes/propriétés que les banques utilisent aujourd'hui.

Le chômage, même si son niveau est variable, reste une préoccupation dans toute l'UE

L'évaluation conjointe CPS/Commission Européenne donne un aperçu général de la situation en Europe: *« Les taux de chômage sont passés de 8,8% au second trimestre 2009 à 9,6% en février de cette année. Toutefois, ils se sont, depuis lors, stabilisés (9,6% en septembre 2010). »*

« Les taux de chômage ont augmenté dans la plupart des Etats membres entre le second trimestre 2009 et le second trimestre 2010, les différences vont de + 0,1% (Royaume-Uni) à + 5,2% (Estonie). Deux ans après le début de la crise, les taux de chômage varient considérablement au sein de l'UE. En septembre 2009, ils allaient de moins de 5% en Autriche (4,5%) et aux Pays-Bas (4,4%) pour atteindre des niveaux très élevés en Irlande (12,4%), en Slovaquie (14,7%), en Lituanie (18,2% en juin), en Lettonie (19,4% en juin), en Estonie (18,6% en juin) et en Espagne (20,0% au second trimestre 2010). »

« La crise a eu des conséquences désastreuses sur certains groupes particuliers : les jeunes (21,4% au premier trimestre 2010 en comparaison avec 16% au troisième trimestre 2008), les travailleurs faiblement qualifiés (16,2% au premier trimestre 2010 contre 11,5% au troisième trimestre 2008) et les migrants non-européens (21,2% au troisième trimestre 2008 en comparaison avec 14% au premier trimestre 2010). »

Entre 2008 et 2009, le chômage de longue durée a augmenté et est passé de 2,6% à 3%. Les chiffres pour 2010 ne sont pas encore disponibles. Au Danemark, le nombre de chômeurs de longue durée a triplé en un an.

1.2. Des conséquences sociales désastreuses

L'évaluation conjointe CPS/Commission Européenne[8] *« de l'impact social de la crise économique et des réponses politiques »* met en évidence les conséquences qu'a la crise sur les taux de sollicitation des aides: *« dans la plupart des Etats membres, le nombre de bénéficiaires d'allocations de chômage a continué à augmenter entre 2009 et 2010. Les augmentations les plus importantes sont enregistrées en Grèce (+44%), en Bulgarie (+31 %) et en Espagne (+14.3 %) »*; *« dans près de la moitié des pays, le nombre de bénéficiaires a augmenté au cours de la période 2009-2010 ».* Le rapport lance un avertissement *« contre le risque potentiel lié au retrait prématuré des mesures anti-crise, qui permettaient d'allonger la durée ou d'assouplir les conditions d'octroi des aides »* (par exemple, aussi longtemps que les conditions sur le marché de l'emploi ne s'améliorent pas). Le rapport souligne *« la situation dans certains pays (EE, LT, SK) où le glissement des allocations de chômage vers les dispositifs d'assistance sociale reflète peut-être la diminution de la durée des allocations de chômage. »*

1.2.1. Les groupes vulnérables sont davantage touchés

Même si la crise affecte la vie d'une large frange de la population, notamment la classe moyenne, les groupes les plus vulnérables sont les premiers affectés et sont touchés plus lourdement. Certains groupes sont confrontés à des difficultés spécifiques.

Les réseaux nationaux d'EAPN, ainsi que les organisations européennes (OE), ont été invités à sélectionner, à partir d'une liste donnée, les groupes qu'ils considèrent comme les plus touchés par

[8] Idem 2

la crise. Ils ont sélectionné les groupes suivants: **les personnes déjà en situation de pauvreté** (12), les **jeunes** (13), **les personnes au faible niveau de formation** (11), les **migrants** (8) et **les minorités ethniques** (6). **Les personnes âgées et les enfants** ont été sélectionnés par 6 organisations interrogées et **les femmes,** principalement les **mères célibataires**, par 4 réseaux nationaux.

Pour **les personnes déjà en situation de pauvreté**, les conséquences de la crise sont amplifiées en raison d'une situation déjà précaire. Les progrès lentement acquis au cours d'un processus d'intégration difficile sont souvent remis en cause, plaçant les personnes dans des situations désespérées.

« En Espagne, la Croix-Rouge a réalisé une deuxième série d'entretiens avec les bénéficiaires de leur aide suite à l'enquête publiée l'année dernière. Les résultats indiquent que 24% des personnes interrogées éprouvent des difficultés à honorer les factures liées à leur logement. 3,5% d'entre elles vivent dans la rue, elles ne participent quasiment jamais à des activités de loisir ou de formation, leurs relations personnelles, familiales et amicales se détériorent (seulement 32 % d'entre elles sont entourées par des personnes susceptibles de leur apporter une aide financière) et le nombre de personnes partageant un logement avec d'autres membres de leur famille va croissant. »

(EAPN Espagne)

Les familles et les enfants vulnérables sont confrontés à des difficultés particulières et la pauvreté des enfants augmente.

« L' obligation de participer au marché de l'emploi, qui n'est accompagnée que par des progrès insuffisants en termes d'accueil des enfants, de formation et d'éducation ou d'opportunités d'emploi, place les parents célibataires dans une situation très difficile. Entre 2008 et 2009, la privation matérielle des familles monoparentales a augmenté de plus de 20%. » (EAPN Irlande)

« La pauvreté des enfants est un phénomène croissant, qui concerne 56 000 enfants contre 32 000 en 2001. » (EAPN Danemark)

« Aujourd'hui, le taux de pauvreté enfantine s'élèverait à 30%. » (EAPN Hongrie)

Le rapport, récemment publié par Eurochild[9] montre combien les enfants et les familles *« sont touchés de manière disproportionnée »* par la crise. Leur bien-être physique et psychique, leur santé et leur éducation sont en jeu. En cause non seulement la pression économique que subissent leurs parents, mais également les décisions prises par les Etats membres : restrictions brutales dans les budgets de l'enseignement et de services de garde, réduction des aides, notamment des allocations familiales, et limitation des subventions aux ONG, alors que celles-ci offrent des services de prévention et d'assistance aux familles afin d'éviter une aggravation de leur situation et une escalade dans les problèmes.

Eurochild nous met en garde contre risque de voir apparaître une *« génération perdue »* : le réseau souligne que *« la manière dont les enfants appréhendent la crise économique et financière actuelle et s'y adaptent qui contribuer à structurer leur confiance, leur estime personnelle, leur intérêt et leur capacité à devenir des citoyens actifs et responsables à l'avenir. »*

« En Roumanie, l'autorité nationale responsable de la protection des droits des enfants et des familles a été dissoute en juillet 2010. Des ordonnances d'urgence imposent des restrictions importantes et des changements négatifs dans le système des services à l'enfance : le nombre de gardiennes par rapport au nombre d'enfants dans les maisons d'accueil a

[9] *"How the crisis is affecting the next generation"*, Eurochild, janvier 2011. http://www.eurochild.org/index.php?id=208&tx_ttnews[tt_news]=1450&tx_ttnews[backPid]=185&cHash=8b717754dcc61dd8919044a2db9e8d2c:

été réduit, aucune gardienne ne peut être engagée en cas de départ d'une collègue (…), le budget alimentaire par enfant a diminué. Parallèlement, un nombre croissant de familles demandent que leurs enfants soient placés en institutions. Selon une étude préparée par l'UNICEF et la Banque Mondiale[10], l'impact de la crise économique entraînerait une augmentation du nombre d'enfants vivant en situation d'extrême pauvreté : de 7,8% en 2008 à 10,7% en 2009 en Roumanie. »

(Eurochild)

« Au Royaume-Uni, une enquête menée par le gouvernement[11] montre que les inquiétudes nées de l'insécurité de l'emploi ou des revenus, ainsi que des difficultés au travail liées à la récession sont citées comme les principales causes de tensions dans les relations familiales. »

(Eurochild)

Sur base des rapports de ses membres, la Fédération Européenne des Enfants de la Rue dénonce l'augmentation de la pauvreté des enfants. Elle rapporte que de plus en plus d'enfants vivent dans la rue, seule façon d'échapper à des situations de frustration et de désespoir extrêmes.

---

[10] *« Romania –Rapid assessment of the impact of the economic crisis on poverty »,* note conjointe de l'UNICEF et de la Banque mondiale. http://tinyurl.com/34xukqc

[11] « *The economic downturn – the concerns and experiences of women and families, qualitative and quantitative research »,* Agence gouvernementale pour l'égalité des chances, mars 2009. http://tinyurl.com/34pyczx

Les jeunes sont également les premiers touchés par ces difficultés, avec un taux de chômage supérieur à 20% dans l'UE des 27 (septembre 2010) et une flambée de ce taux dans certains pays : 37,2 % en Estonie, 42,5 % en Espagne, 24,4 % en Belgique et 26,5 % en Irlande. L'avenir de cette jeune génération est en jeu. Lorsque la demande en travailleurs se remettra à augmenter, c'est la génération suivante, bénéficiant d'une formation plus récente, qui décrochera les emplois. La génération actuellement touchée par le chômage aura été sans emploi sur une longue période et sa formation sera menacée d'obsolescence.

L'extrême vulnérabilité des personnes dont le niveau de formation initiale ou professionnelle est faible **reflète les lacunes des systèmes éducatifs de certains pays ainsi que les limites des modèles de croissance poursuivis.**

« Au cours des précédentes périodes de croissance, les jeunes quittaient l'école prématurément pour saisir les opportunités offertes par le secteur de la construction... » (EAPN Irlande)

« Le système éducatif a de grandes faiblesses. » (EAPN France)

« Les anciens gisement d'emplois accessibles aux personnes les moins formées (construction et services) ont connu un sérieux ralentissement de leurs activités à cause de la crise. »

(EAPN Espagne)

Les personnes âgées se trouvent également dans une situation très difficile, car il est encore plus compliqué qu'auparavant pour elles de garder son emploi ou d'en trouver un.

Les travailleurs migrants sont fortement défavorisés.

« Les employeurs adoptent de plus en plus des attitudes xénophobes ; les migrants risquent de perdre leur permis de séjour s'ils perdent leur emploi et, par la suite, ils risquent de perdre les avantages de leur assurance-chômage. En outre, la concurrence autour des 'petits boulots' s'accentue et les personnes les plus faibles (par exemple, les migrants) sont écartées. » (EAPN Espagne)

« De nombreux migrants ont quitté l'Irlande; le sans-abrisme touche de plus en plus de personnes démunies. »

(EAPN Irlande)

« Parmi les nouveaux groupes de personnes en situation de pauvreté qui sollicitent l'aide des ONG on trouve les sans-papier. En effet, ceux-ci n'ont droit à aucune aide financière et n'ont pas accès aux services publics. »

(EAPN Belgique)

1.2.2. Sur le terrain, les difficultés prennent une nouvelle dimension

Les conséquences sociales de la crise, que nous avions mises en évidence l'an dernier, se sont aggravées. De nouvelles préoccupations naissent du fait même que les difficultés persistent dans le temps.

Lorsque, dans le questionnaire, on demande aux réseaux nationaux et aux organisations européennes de pointer les conséquences sociales de la crise dans leur pays, ils soulignent, par ordre d'importance:

- **L'augmentation du chômage** (12 organisations interrogées), **l'inaccessibilité du marché de l'emploi pour les plus vulnérables** (11)

- **Le surendettement croissant** (12)
- **L'impact psychologique négatif** (le sentiment de désespoir, les troubles mentaux, etc.) (9)
- **Les menaces supplémentaires qui pèsent sur les retraites** (9)
- **L'érosion des conditions de travail / la chute de la qualité de l'emploi / la pression sur les salaires** (9)
- **La pauvreté croissante** (9) ainsi que **l'écart grandissant entre les riches et les pauvres** (8), **le moindre accès pour les personnes aux biens et aux services de base** (8) et **l'érosion du pouvoir d'achat/la diminution de la consommation** (7)
- **L'augmentation de l'exclusion du logement et du sans-abrisme** (7)
- **L'augmentation de la discrimination** (5)

Comme nous l'avions souligné l'an dernier, l'impact de la crise présente plusieurs facettes. Dans les aspects indiqués ci-dessous, la situation a empiré et a eu des conséquences négatives sur les droits fondamentaux.

La pauvreté grandissante

Les membres observent une augmentation évidente et rapide de la pauvreté.

« 19,5 % de la population se situent sous le seuil de pauvreté. Dans plus de 1,5 millions de ménages, on trouve un adulte sans emploi et des enfants soumis à des restrictions alimentaires, vestimentaires et en matière de loisirs. » (EAPN Espagne)

« En 2009, un quart des ménages était en retard de paiement pour au moins une facture ou un crédit, au moins à une occasion. Les statistiques du SILC de 2009 concernant l'Irlande montrent que la privation matérielle a augmenté d'un tiers et que la pauvreté persistante (les personnes menacées par la pauvreté qui sont également en situation de privation matérielle) a augmenté d'un quart. » (EAPN Irlande)

« *Le nombre de personnes bénéficiant du revenu minimum a augmenté de 9,2% en 2009. »* (EAPN Belgique)

Au Royaume-Uni, une étude demandée par la Fondation Joseph Rowntree[12], et publiée en décembre 2009, montre que « *des centaines de milliers d'adultes et d'enfants en plus vivront dans la pauvreté absolue à l'horizon 2014 »*. L'étude prévoit *« une augmentation de la pauvreté absolue s'élevant à près d'un million de personnes, notamment 200 000 enfants et une demi million d'adultes sans enfants. Elle prévoit aussi une augmentation de la pauvreté relative d'environ 800 000 unités »* d'ici 2014.

[12] http://www.ifs.org.uk/publications/5372

Le scandale est frappant : la richesse augmente également

Les membres partagent un grand sentiment d'incompréhension et de colère face à l'augmentation des inégalités (souvent exacerbées par les choix politiques opérés – voir partie 3 plus bas). Ils contestent l'argument dominant selon lequel les caisses sont vides et les restrictions constituent la seule issue. Les membres d'EAPN font remarquer que l'UE reste l'une des régions les plus riches du monde ; ils soulignent que leurs gouvernements effectuent des dépenses contestables (par exemple, en Bulgarie, le budget du ministère de l'intérieur va croissant), alors que, parallèlement, les mêmes gouvernements attaquent à la protection sociale. Les membres ajoutent que les choix opérés sont malheureux, d'autant plus qu'il est reconnu que la protection sociale joue un rôle de stabilisateur automatique[13].

« Le fossé qui sépare les riches et les pauvres s'agrandit. » (EAPN Italie)

« Depuis 2001, les 10% les plus pauvres ont connu une croissance annuelle moyenne négative de leur revenu proche de 0,9 % alors que les 10% de la population les plus riches ont bénéficié d'une croissance annuelle de leur revenu réel de 3,3 %. En 2001, les 10 %, qui touchent le revenu le plus bas ont perdu leur maigre capital et, désormais, ils sont en position débitrice nette alors que les 10% les plus riches ont accumulé davantage de capitaux. La tendance générale, déjà prépondérante avant le crise, s'est renforcée : un écart croissant au niveau des capitaux, de l'enseignement, des services, des investissements, couplé à de plus grandes disparités géographiques … »

(EAPN Danemark)

« Dans l'ensemble, depuis 2007, la pauvreté et les inégalités de revenus ont augmenté. L'écart entre les revenus moyens de premier et dernier déciles est passé de 6,8 à 7,2. »

(EAPN Hongrie)

« Les pirates sont toujours à la manœuvre et ils s'enrichissent. » (EAPN Portugal)

[13] Voir par exemple la version actualisée de novembre 2010 de l'évaluation conjointe CPS/Commission Européenne de l'impact social de la crise économique et des réponses politiques. Cette évaluation fait référence au rapport conjoint 2010 sur la protection sociale et l'inclusion sociale : *« Le suivi a mis en évidence que qu'une intervention politique ferme et que les stabilisateurs automatiques inclus dans les systèmes de protection sociale européens ont limité l'impact social et économique de la pire récession connue depuis des décennies. »*

L'érosion du pouvoir d'achat

Outre la diminution des revenus, l'inflation se répand dans certains pays. Ce phénomène érode encore davantage le pouvoir d'achat.

« Notre pays va entrer dans la zone euro le 1er janvier 2011 : cela s'accompagne d'une hausse des prix des biens et des services. Les prix ont augmenté de 4% entre septembre 2009 et septembre 2010. » (EAPN Estonie)

« Les prix des biens et des services augmentent, les personnes doivent réduire leur consommation. » (EAPN République Tchèque)

« Les prix des produits alimentaires de base augmentent et l'on s'attend à une envolée des prix de l'énergie et des logements. Par contre, le revenu minimum n'a pas été indexé en 2010. » (EAPN Slovaquie)

« La plupart des personnes en situation de pauvreté ne peuvent pas se permettre de se chauffer au gaz. Elles vont chercher du bois dans les forêts. » (EAPN Hongrie)

Le surendettement

« En 2009, un ménage sur dix était endetté. » (EAPN Irlande)

« En 2009, le surendettement a augmenté de 23,3% par rapport à 2008. » (EAPN Belgique)

« Le surendettement est l'une des principales conséquences de la crise. Le précédent gouvernement a favorisé l'endettement. Par conséquent, avant la crise, une large frange de la population a contracté des prêts bancaires (principalement des crédits hypothécaires). Les emprunts en francs suisses étant les plus demandés, l'affaiblissement du Forint hongrois a eu un impact très négatif sur les personnes détentrices d'un prêt bancaire. Environ 100 000 personnes sont considérées comme des clients 'à risques'. En d'autres termes, elles ne sont pas en mesure de rembourser leurs crédits aux banques. » (EAPN Hongrie)

La précarité énergétique

Les ménages étant pris entre une diminution de leurs revenus et une envolée des prix de l'énergie, ils éprouvent les plus grandes difficultés à accéder au gaz et à l'électricité.

« En Espagne, 7,2 % des habitants ont retardé le paiement des dépenses liées à leur résidence principale, telles que crédit hypothécaire, loyer ainsi que leurs factures de gaz et d'électricité. Cela représente 1,8 point par rapport à 2008, c'est-à-dire le niveau le plus élevé depuis 2005. » (EAPN Espagne)

« Le nombre de ménages qui éprouvent des difficultés à honorer leurs factures de gaz et d'électricité et qui sont exclus par les fournisseurs privés a augmenté de 22% entre2008 et 2009 ; cela signifie que 13% de personnes se voient imposer un compteur spécifique, qui limite leur consommation quotidienne d'électricité. » (EAPN Belgique)

Le sans-abrisme

Les difficultés à accéder à un logement ou à rester dans son logement deviennent de plus en plus courantes.

« De plus en plus de personnes sont expulsées de leur logement ; vu la diminution des prix de l'immobilier, elles restent endettées après la vente de leur logement. Le sans-abrisme va croissant ainsi que les stratégies de regroupement familial. » (EAPN Espagne)

« De plus en plus de personnes sont expulsées de leur appartement. Depuis 2002, leur nombre a doublé pour passer de 1.823 à 3.762 en 2008. » (EAPN Danemark)

Toutefois, selon la FEANTSA (Fédération Européenne des Associations Nationales de lutte contre la Sans-abrisme), *« une*

recherche montre que le chômage de courte durée ne débouche généralement pas sur le sans-abrisme lorsque le système de protection sociale existant est solide ; toutefois, le chômage de longue durée augmente le risque de sans-abrisme. Les véritables conséquences de la crise risquent de se faire sentir plus tard. »

De nouveaux flux migratoires et de nouveaux problèmes surgissent

De nombreux migrants retournent dans leurs pays d'origine, ne pouvant plus offrir un revenu à leur famille à l'étranger. Dans certains pays, l'émigration est associée à des conséquences négatives.

« On estime à 5000 le nombre de personnes quittant le pays chaque année ; il s'agit principalement de migrants, mais également d'Irlandais. » (EAPN Irlande)

« Nous assistons à une inversion des flux migratoires. » (EAPN Espagne)

« L'émigration en provenance des pays baltes a des conséquences négatives en matière de pauvreté des enfants. » (EAPN Estonie)

Des tensions apparaissent et menacent la cohésion sociale

Les membres font état non seulement d'un manque de confiance croissant envers les gouvernements, mais également de tensions au sein de la société.

« En règle générale, ce sont les zones périphériques du pays qui ont été les plus touchées ; elles se sentent abandonnées et connaissent un mouvement de protestation grandissant. » (EAPN Danemark)

« Le chômage croissant suscite davantage de tensions au sein des familles, une violence accrue, un plus grand nombre de divorces, de dépressions et de suicides. » (EAPN Estonie)

De façon alarmante, le racisme et la xénophobie sont clairement à la hausse

En Europe de l'Est, la discrimination à l'égard des populations Roms est particulièrement grave. *« La discrimination à l'égard des populations Roms s'est fortement accentuée. »* (EAPN Hongrie)

« Il est de plus en plus fréquent que les populations Roms soient considérées comme responsables de leur pauvreté. Les partis, qui ont mené campagne lors des élections parlementaires ont ouvertement utilisé des stéréotypes négatifs à l'égard des populations Roms, notamment sur des panneaux d'affichage. » (EAPN Slovaquie)

La stigmatisation des personnes en situation de pauvreté se répand

Paradoxalement, alors que les temps sont marqués par chômage, la responsabilité individuelle est exacerbée et la société méprise les personnes qui dépendent des aides sociales.

« Dans le discours public, il n'est pas rare que la responsabilité soit rejetée sur les personnes en situation de pauvreté. » (EAPN Hongrie)

« Les allocataires sociaux sont victimes d'une stigmatisation exacerbée, la tendance voulant que l'on insiste sur les causes individuelles de la pauvreté. Les personnes concernées se stigmatisent elles-mêmes. » (EAPN Portugal)

2. La stratégie des gouvernements aggrave la crise

2.1. La stabilité budgétaire : aux dépens de la cohésion sociale et d'une reprise durable pour tous?

2.1.1. Une tendance dominante

Qu'ils soient confrontés à d'énormes déficits budgétaires (comme en Irlande, en Espagne ou au Portugal), ou dans une situation moins difficile, les gouvernements européens semblent s'accorder sur les priorités suivantes : rattraper les déficits budgétaires et tenter de répondre aux critères du Pacte européen de stabilité via une réduction des dépenses publiques et une augmentation des recettes fiscales.

Aucun réseau national ne fait état d'approches alternatives basées sur des politiques économiques anticycliques et volontaristes. Les exceptions à cette règle générale sont rares dans l'UE. En Suède, des investissements sont réalisés afin de stimuler la demande du marché, En Estonie, des investissements sont réalisés en faveur de l'emploi. Les membres soulignent également qu'au Danemark, malgré des restrictions importantes dans les budgets publics, des montants plus importants seront investis dans le secteur de la santé et des services en faveur des groupes les plus vulnérables et les plus exposés. Au contraire, certains pays comme l'Espagne revoient les budgets consacrés aux infrastructures et aux investissements.

2.1.2. Des coupes brutales dans la protection sociale et dans les services

L'évaluation conjointe CPS/Commission Européenne sur l'impact social de la crise et des réponses politiques montre que les mesures de réduction des dépenses publiques ont en premier lieu touché les mécanismes d'inclusion sociale et de protection sociale: *« Les Etats membres ont opéré des changements qui réduisent le nombre de personnes éligibles et/ou le niveau des aides sociales. Par exemple, on note le durcissement des conditions d'octroi de certaines aides – comme les allocations de chômage ou les aides d'assistance sociale (RT ,IE) -, le raccourcissement de la période de versement des allocations de chômage (DK), la diminution des allocations de chômage (LT), les restrictions en matière d'allocations familiales (RT, DK, LU, HO, PT), la diminution des allocations versées aux personnes handicapées (RT) et aux enfants (PL), la suppression des primes à la naissance et des bourses scolaires (RT), les changements au niveau de l'indexation des pensions (RT, BG, mesure temporaire au LU), les changements dans les services d'accompagnement social, la diminution de rémunération des congés maladie (BG, RT, HO, LT)… etc. Les organisations interrogées soulignent également le ciblage croissant des aides au logement et des allocations familiales (LT, UK) comme une réponse aux restrictions budgétaires. Quelques pays ont pris des mesures visant à réduire le nombre d'employés de la fonction publique, ce qui peut avoir une incidence sur l'accès aux services et sur leur qualité (RT, IE, RU). »*

Le rapport officiel de la Commission et des Etats membres confirme ce que les membres d'EAPN ont observé. Ces derniers s'indignent que, dans la plupart des cas, aucune priorité ne soit donnée au maintien de la protection sociale même s'il a été largement membres ayant rempli le questionnaire (12 sur 17) considèrent que la protection sociale amortit en partie l'impact de la crise, tandis que quatre organisations interrogées (IE, PL, RO, DE) déclarent que la protection sociale est absolument insuffisante pour amortir l'impact social de la crise. Seul le réseau norvégien

considère que la protection sociale est un bon amortisseur de l'impact de la crise pour 90% de la population. Par contre, il semblerait que ce soit une des premières lignes budgétaires à subir des restrictions. Des restrictions dans les aides et dans les services sociaux sont relevées en République Tchèque, au Danemark, en Allemagne, en Hongrie, en Irlande, en Norvège, en Roumanie, en Espagne et au Royaume-Uni et sont attendues en Belgique. En fait, ne pas améliorer la protection sociale équivaut à renforcer la pauvreté et l'exclusion sociale, qui figurent parmi les principaux déterminants de la santé publique et des coûts des soins de santé. Les restrictions dans les aides et dans les services s'opposent aux engagements pris au niveau européen (les engagements de l'UE en matière de droits fondamentaux, la clause horizontale du Traité de Lisbonne) et au niveau international. « *C'est un crime social!* » s'exclame le membre finlandais d'EAPN.

« L'Estonie fait figure d'exception avec une augmentation de 20% des aides sociales depuis le 1er janvier 2011 et une stratégie gouvernementale positive, qui consiste à investir dans l'emploi et à tenter d'amortir l'impact social de la crise. »
(EAPN Estonie)

Dans la plupart des pays, les coupes affectent considérablement le système de protection sociale. La réalité est la suivante : les personnes les plus vulnérables, les plus touchées par les restrictions des dépenses publics, paient de plus en plus le prix de la crise.

Les mesures d'austérité mises en place débouchent sur des **coupes spectaculaires dans les prestations d'aide sociale**:

« Les allocations familiales ont diminué et cela risque d'enfoncer davantage de familles dans la pauvreté. » (EAPN Danemark)

« En 2010, les diminutions dans les budgets des prestations d'aide sociale s'élèvent à environ 4,2% pour les aides à la recherche d'un emploi et pour les allocations familiales. Cela vient s'ajouter à la disparition, en 2009, de la prime de Noël et des aides au logement versées aux locataires dans le cadre du Système d'Aide à la Location. En conséquence, les nombreux locataires qui n'ont pas pu négocier de réduction de loyer, sont confrontés à des coûts supplémentaires ». « Le Plan de relance national du gouvernement pour la période 2011-2014 prévoit de nouvelles diminutions dans les prestations d'aide sociale, pour un montant de 760 millions d'euros. Les économies toucheront tous les secteurs : réformes du système, mesures d'activation, mesures anti-fraude, réforme des allocations familiales et réforme des aides sous conditions de revenu, qui sont versées aux personnes en âge de travailler. » (EAPN Irlande)

« Les aides aux personnes handicapées et aux personnes âgées n'augmenteront pas contrairement à ce qui était prévu. »
(EAPN France)

« Afin d'atteindre l'équilibre budgétaire à l'horizon 2015, comme l'exige la Commission Européenne, le gouvernement devra économiser 22 milliards d'euros. De nombreux programme sociaux et de nombreuses aides sociales sont menacés. » (EAPN Belgique)

« De nombreuses mesures du gouvernement soutiennent la classe moyenne et les personnes aisées alors que les aides versées aux personnes en situation de pauvreté ne cessent de diminuer et que les critères d'éligibilité sont de plus en plus stricts. » (EAPN Hongrie)

Restrictions dans les allocations familiales: une génération sacrifiée?

Même si les Etats membres, dans le cadre de la méthode ouverte de coordination sur l'inclusion sociale et la protection sociale, ont choisi de privilégier la lutte contre la pauvreté des enfants, la réalité est tout autre. En effet, les restrictions menacent le bien-être et l'inclusion sociale d'un nombre considérable d'enfants.

« En Roumanie, les nouvelles mesures d'austérité prévoient une diminution de 20% des allocations pour frais de garde, la suppression des aides aux jeunes familles et le gel des aides aux familles monoparentales. »
(EAPN Roumanie)

« Plus de 1,5 millions de ménages sont composés d'adultes au chômage. Leurs enfants sont confrontés à des restrictions en matière alimentaire, vestimentaire et de loisirs. »
(EAPN Espagne)

« Le nouveau gouvernement de coalition du Royaume-Uni a annoncé le retrait des allocations familiales pour les plus gros contribuables. Il s'agit d'une diminution parmi tant d'autres, qui a une incidence disproportionnée sur les enfants et les familles de tout le Royaume-Uni. Si cette mesure est compréhensible et apparemment juste, elle nous semble en fait erronée. En effet, au regard des faibles économies qu'elle permettra d'effectuer, elle risque d'avoir un impact désastreux sur de nombreuses familles qui se situent juste au dessus du seuil de revenu concerné sans pour autant pouvoir se permettre de vivre dans le luxe. » (Eurochild)

Des coupes dans les allocations de chômage

Certains pays ont introduit des limites en matière de conditions, de durée et de montants des indemnités de chômage. Des pays ont mis en place des restrictions qui touchent toute la population alors que d'autres restrictions ne concernent que certains groupes spécifiques.

« L'introduction d'une limite dans la durée de l'indemnisation du chômage est désormais envisagée. »
(EAPN Belgique)

« Les versements compensatoires en faveur des fonctionnaires publics licenciés ont été supprimés. »
(EAPN Roumanie)

« Le gouvernement diminue le niveau des allocations de chômage des jeunes chômeurs lorsqu'ils n'entreprennent pas de programme de formation ou d'éducation. Pour les moins de 21 ans, le niveau baisse de moitié. »
(EAPN Irlande)

Des restrictions dans les lignes budgétaires relatives aux politiques pour l'emploi

Les budgets, qui visaient à stimuler le marché de l'emploi, ont également subi des diminutions. Souvent, cette mesure s'accompagne d'une réaffectation du budget disponible pour les **personnes nouvellement exclues du marché de l'emploi.** En conséquence, les personnes les plus éloignées du marché de l'emploi sont laissées de côté.

« Le nombre d'emplois aidées est revu à la baisse. »
(EAPN France)

« Les plans de relance visant des secteurs spécifiques sont interrompus. »
(EAPN Espagne)

« Depuis janvier 2010, les bénéficiaires du revenu minimum, les jeunes et les personnes âgées sans emploi ne sont plus éligibles pour la prime à l'emploi de 1000 Euros. »
(EAPN Belgique)

Parallèlement, les **réseaux nationaux font état d'un renforcement des politiques pour l'emploi visant à « rendre le travail rémunérateur »**. Cela signifie un durcissement des conditions d'octroi des allocations de chômage et du revenu minimum, un alourdissement des sanctions touchant aux aides et une diminution de la durée et des montants des allocations de chômage, poussant les plus vulnérables vers la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les services publics sont sacrifiés sur l'autel des politiques d'austérité

Les politiques d'austérité commencent à avoir une influence négative sur l'accès aux services, alors que ceux-ci sont essentiels pour la lutte contre la pauvreté, pour la cohésion sociale et pour la protection du capital humain, autant d'éléments nécessaires aux développements économiques futurs. Parmi ces services, on trouve la santé publique.

"Les listes d'attente pour les traitements et pour les opérations s'allongent, des lits d'hôpitaux sont supprimés et les services d'urgence fonctionnent à horaires réduits. Le domaine de l'éducation n'est pas épargné : en raison réductions des effectifs, les services d'alphabétisation et d'orientation pour adultes sont débordés. Les structures publiques de lutte contre la pauvreté disparaissent complètement. » (EAPN Irlande)

« 25% des employés de la fonction publique seront licenciés en 2010. Les salaires des fonctionnaires diminueront d'environ 30% à partir de juillet 2010. Les infirmières et les médecins émigrent en masse et cela pèse lourdement sur les services de santé. » (EAPN Roumanie)

« Les salaires des fonctionnaires diminuent de 5%. » (EAPN Espagne)

« Des efforts sont déployés pour freiner les augmentations de salaires de la fonction publique. On prévoit une suppression d'environ 610 000 emplois dans le secteur public au Royaume-Uni. » (EAPN Royaume-Uni)

Les services : les usagers doivent également payer plus cher et une réforme des réductions et des subventions spéciales est envisagée**.**

« Une redevance sur l'eau sera introduite d'ici à 2014. » (EAPN Irlande)

« On supprime les aides au transport en faveur des étudiants et des personnes âgées, ainsi que les subventions à l'énergie pour les ménages. » (EAPN Roumanie)

Les autorités locales connaissent de grandes difficultés financières

En raison de l'assèchement de leurs ressources propres ou des restrictions financières imposées par le niveau national, les collectivités locales, souvent responsables de la mise en œuvre des politiques sociales, ne parviennent plus à assumer le coût des services ou des aides qu'elles offrent. La Suède fait figure d'exception, les autorités locales et régionales recevant des aides afin de prévenir le chômage.

« Les responsabilités sociales ont été déléguées aux municipalités par le gouvernement précédent ; or, les municipalités n'ont plus d'argent. Des restrictions sont opérées dans les services sociaux et de santé … » (EAPN Pays-Bas)

« De nombreuses administrations locales et régionales sont en danger. » (EAPN Espagne)

Des débats politiques et des projets sociaux innovants sont au point mort

« Un groupe de travail sur la précarité énergétique a travaillé beaucoup travaillé afin d'améliorer l'accès à l'électricité et au chauffage. Toutefois, les propositions formulées ne sont pas appliquées. » (EAPN Belgique)

Des coupes et des menaces pèsent sur les retraites

Les restrictions affectent fortement les retraites. Certains pays ont mené à bien des réformes restreignant l'accès à la retraite (rehaussement de la limite d'âge, durcissement des exigences en matière de durée de la carrière, diminution du nombre d'emplois dont la pénibilité donne droit à une retraite anticipée…etc.). Ces réformes pèsent lourdement sur les retraités et sur les travailleurs âgés, qui ont aujourd'hui peu de chances de trouver un emploi et qui devront survivre plus longtemps avec des revenus précaires avant d'atteindre l'âge de la retraite.

Les pensions privées sont également menacées par la mauvaise gestion des fonds par les banques.

Seule la Finlande prévoit d'augmenter les pensions minimales garanties de 100 € en 2011.

« Les retraites diminuent; tous les employés devront désormais travailler jusqu'à 65 ans, pour autant qu'ils aient accompli une carrière de 40 ans. L'État ne garantira qu'une pension minimale de 360 € pour tous. Une seconde pension sera accordée en fonction des cotisations versées par le bénéficiaire au cours de sa carrière. De nouvelles restrictions sont attendues. » (EAPN Grèce)

« Nombreux sont les employés qui, licenciés suite à la fermeture de leur entreprise, découvrent que leur fonds de pension est vide. Le gouvernement a du intervenir à plusieurs reprises et recourir aux aides européennes à au moins une reprise. » (EAPN Irlande)

2.1.3. Les politiques fiscales injustes font payer la crise aux personnes en situation de pauvreté

La pauvreté augmente, au même titre que les inégalités ; les plus riches deviennent encore plus riches. Toutefois, les gouvernements, pour la plupart, ne font rien pour redresser la tendance. Bien au contraire, les politiques fiscales tendent à aggraver la situation, s'inscrivant dans des politiques délibérées de maintien de la croissance et d'élimination des goulets d'étranglement qui entravent la croissance.

Le relèvement du taux de la TVA fait partie des décisions courantes (comme en Pologne, en Roumanie et en Espagne). Cet impôt indirect frappe comparativement davantage les plus pauvres et il érode encore plus leur pouvoir d'achat déjà limité.

Dans plusieurs pays (Irlande, Roumanie, France…) on discute de réformes fiscales visant à taxer davantage les riches. Toutefois, dans la pratique, rien n'est véritablement mis en place. Dans certains pays, on applique une politique d'imposition des revenus régressive fondée sur un taux unique.

« *Le gouvernement a commandé un rapport sur l'imposition en 2009. Ce rapport souligne que, sur plus de 100 dispositifs d'exonération fiscale/de dépense fiscale, quasiment la majorité profite aux plus nantis. Le rapport propose d'y mettre un terme ou de les réformer dans un sens favorable aux objectifs économiques ou sociaux. Si certaines de ces propositions ont été abordées lors du processus d'élaboration du budget, la plupart ont été ignorées*. » (EAPN Irlande)

« L'augmentation des taxes sur la propriété constitue un des points positifs, mais cela reste très limité. »
(EAPN Autriche)

« Le gouvernement met en place un impôt fixe de 16% sur tous les revenus des personnes en déclarant que cela va stimuler l'économie. »
(EAPN Hongrie)

« Conformément au plan de relance national du gouvernement pour la période 2011-2014, la TVA va passer de 21% en 2013 à 23 % en 2014. »
(EAPN Irlande)

En règle générale, les politiques libérales d'imposition sont monnaie courante et elles visent à limiter l'impôt. Leur but consiste à stimuler l'économie, mais cela se fait au détriment des services publics et de la protection sociale.

« Les impôts diminuent au profit de la classe moyenne; en conséquence, il n'y a plus d'argent pour les services publics d'intérêt général et pour l'inclusion sociale. »
(EAPN Allemagne)

« Parallèlement, des coupes sévères étant opérées dans les aides sociales, les entreprises bénéficient toujours d'un taux d'imposition très bas de 12,5%. En 2011, le seuil minimal d'imposition a été abaissé et une nouvelle charge sociale est prévu que toute personne gagnant plus de €4.004 doit s'en acquitter et les personnes qui gagnent plus de €16.016 doit payer le taux le plus élevé. »
(EAPN Ireland)

Dans l'ensemble, rien n'est fait pour réformer les mécanismes d'imposition qui génèrent plus d'inégalités. Pourtant une autre approche est possible : s'attaquer à la fraude et à l'évitement fiscal, aux paradis fiscaux, aux taux très bas d'imposition des sociétés … On ne semble pas aller dans la direction d'instrument financiers plus progressifs et alternatifs, comme une imposition progressive sur les personnes et sur les successions, des écotaxes, des taxes sur les transactions financières...

2.2. Les politiques pour l'emploi: un dangereux retour en arrière

2.2.1. Problèmes nouveaux, solutions dépassées

Il est évident que l'envolée du chômage qui a marqué les deux dernières années, est un phénomène nouveau lié à la crise. Toutefois, aucune solution innovante n'est proposée pour contrer cette nouvelle menace. La grande majorité des politiques menées par les Etats membres suivent le dogme économique libéral : réduction des déficits publics, refus d'utiliser les finances publics comme un outil politique, dérégulation des marchés… etc. En effet, dans le dossier de l'emploi, les politiques gouvernementales visent principalement à augmenter la flexibilité par des réformes du droit du travail et des accords professionnels, ainsi qu'à obliger les personnes à être économiquement plus actives en diminuant les aides sociales.

Les enseignements les plus récents sur les vertus de marchés de l'emploi inclusifs, fruit d'années de recherche, d'échanges mutuels et de révisions par les pairs menées au niveau européen dans le cadre de la méthode ouverte de coordination sur l'inclusion sociale et la protection sociale, semblent oubliés. En effet, la Commission européenne a déjà souligné les limites des stratégies d'activation, insistant sur le rôle essentiel de la protection sociale en tant que stabilisateur économique.

La stratégie européenne sur l'inclusion active[14], qui a été adoptée et qui définit un parcours plus efficace basé sur les trois piliers : revenu minimum adéquat, passerelles vers l'emploi et services de qualité accessibles, n'est pas appliquée. Au contraire, les chômeurs éprouvent de plus en plus de difficultés à accéder au marché de l'emploi. Et les politiques pour l'emploi privilégient le maintien des emplois existants (comme en France) et durcissent les sanctions. Autre élément inquiétant : la tendance à revenir sur la réglementation du marché de l'emploi, mettant en péril des acquis sociaux accumulés au cours des dernières décennies.

L'activation avant tout… cible les plus vulnérables

Les réseaux nationaux ont été invités à opérer un choix sur base de la liste des priorités de leur gouvernement en matière d'emploi. La première citée est « **Durcir les politiques d'activation / imposer plus de conditionnalités aux allocataires sociaux en diminuant les indemnités de chômage et le revenu minimum et en multipliant les sanctions** », choisie par 9 réseaux nationaux. Désormais, au Royaume-Uni, les politiques d'activation s'appliquent à de nouveaux groupes : les inactifs, parmi lesquels figurent les personnes malades et les personnes handicapées.

« Les personnes qui souffrent de maladies chroniques sont obligées de prendre part aux mesures d'activation. Afin de 'motiver' les chômeurs à accepter un emploi, les aides sociales sont plafonnées au même titre que les indemnités de logement. Toutefois, deux tiers des personnes soumises aux plafonds sont classées, par les centres pour l'emploi, parmi les personnes les plus éloignées du marché de l'emploi. »

(EAPN Danemark)

« La contrainte et les sanctions ont été élargies aux plus de 25 ans. Ceux-ci se voient désormais obligés de participer à ce que l'on appelle une activité de reconditionnement au travail. S'ils refusent, ils perdent leurs allocations de chômage pendant 60 jours ou leur aide sociale (prestation d'aide sociale) est réduite de 20% (pendant deux mois). »

(EAPN Irlande)

« Les jeunes de moins de 25 ans ne reçoivent la totalité des indemnités pour demandeurs d'emploi (€188) que s'ils suivent un programme d'éducation ou de formation. Toutefois, il n'y a pas suffisamment de places de formation disponibles. En outre, se pose la question de la pertinence de la plupart des cours. »

(EAPN Irlande)

« Le nouveau gouvernement organise une consultation sur le nouveau programme de protection sociale. Ce dernier prévoit la possibilité de durcir la sévérité des sanctions lorsqu'on refuse des activités visant le retour à l'emploi. »

(EAPN Royaume-Uni)

« Si la tradition était d'œuvrer à l'amélioration de l'accès à l'emploi via des mesures positives et un appui renforcé, le nouveau gouvernement de droite préfère aujourd'hui miser sur l'activation et la réduction des aides sociales. »

(EAPN Suède)

« Le gouvernement mène une consultation sur la réforme de la protection sociale. Cette réforme prévoit un durcissement de la conditionnalité. »

(EAPN Royaume-Uni)

[14] Voir : http://europa.eu/legislation_summaries/employment_and_social_policy/social_inclusion_fight_against_poverty/em0009_fr.htm

Dans un contexte marqué par une pénurie d'emplois, le durcissement des approches d'activation paraissent, dans certains pays, relever d'une stratégie délibérée visant à réduire les dépenses sociales et à obliger les gens à accepter des emplois mal payés afin de servir les intérêts économiques.

« Le gouvernement prévoit de réformer le droit dans le sens d'un assouplissement des règles de recrutement et de licenciement. »
(EAPN Roumanie)

« Soumis à la pression d'autres pays de la zone euro, le gouvernement a imposé une réforme du droit du travail par décret, alors que les partenaires sociaux n'étaient pas parvenus à un accord. »
(EAPN Espagne)

Plus de flexibilité

Une flexibilité accrue du temps de travail, des conditions de travail et des salaires, notamment via des amendements au droit du travail, telle est la seconde priorité de leur gouvernement, d'après 6 réseaux nationaux.

Dans leur évaluation relativement négative des politiques pour l'emploi, les réseaux nationaux se posent la question suivante : dans quelle mesure les gouvernements ont-ils véritablement la volonté et les moyens de peser sur la situation de l'emploi?

L'aide aux entreprises

Sept réseaux nationaux ont choisi « le maintien des emplois existants » parmi les priorités de leur gouvernement. Très souvent, cet objectif a été réalisé via des subventions aux entreprises (selon 5 réseaux), la diminution des charges patronales (selon 9 réseaux nationaux). Toutefois, cette démarche présente quelques limites: les subventions peuvent ne pas suffire pour maintenir l'emploi, tandis que la réduction des charges patronales risque de mettre en danger le budget de la protection sociale, menant à de nouvelles restrictions.

« Un système d'aides à l'emploi (temporaire), mis en place entre fin 2009 et fin 2010, a été supprimé. Il accordait une subvention de 9 100 € par employé sur une période de quinze mois. La prime était versée aux entreprises exportatrices éligibles du secteur de la fabrication et/ou du secteur des services au niveau international. » (EAPN Irlande)

« Les entreprises ne doivent plus cotiser au Fonds des travailleurs ni au Fonds de garantie des aides aux employés. » (EAPN Pologne)

On peut relever quelques initiatives intéressantes. Certains réseaux soulignent que leur gouvernement investit dans l'économie sociale (2 réseaux nationaux) ou qu'il crée de nouveaux emplois (5 réseaux nationaux). Toutefois, on a le sentiment qu'aucun gouvernement ne souhaite réellement se doter d'une **stratégie globale et ambitieuse** visant à s'attaquer activement au défi du chômage.

« *La stratégie du gouvernement en matière d'emploi pour les deux prochaines années se caractérise par une relative passivité. »*
(EAPN Danemark)

« Le rôle du gouvernement semble se limiter à mettre en place les conditions pour aider le secteur privé à créer des emplois, sans prendre une part active dans le processus. »
(EAPN Royaume-Uni)

« Dans l'ensemble, il est préoccupant de constater que le gouvernement ne s'est pas encore doté d'une stratégie précise en matière d'emploi ; une stratégie qui reconnaîtrait et offrirait des opportunités d'emploi et de formation aux personnes qui ne sont actuellement pas en mesure de décrocher un emploi dans une économie 'intelligente' (smart economy), ce qui pourtant est le projet du gouvernement pour l'avenir de l'Irlande. » (EAPN Irlande)

Certains gouvernements ont déjà affaibli les instruments sur lesquels peuvent s'appuyer les politiques pour l'emploi.

« Un processus de modernisation est en cours, mais il est loin d'avoir amélioré l'accès à la formation et les effectifs ne sont pas suffisants. » (EAPN France)

« De nos jours, les services publics pour l'emploi proposent un 'plan individuel' après 12 mois de chômage au lieu de 5 mois auparavant. » (EAPN République Tchèque)

Les services publics pour l'emploi, confrontés à des demandes croissantes, devraient être renforcés ; dans les faits, ils sont souvent affaiblis et ne sont pas en mesure de répondre aux besoins des sans-emploi.

En raison des restrictions imposées aux services publics, les autorités publiques ne sont plus en mesure de répondre aux nouveaux besoins en matière de formation.

2.2.2. Les limitations des droits des travailleurs

Le recul est évident pour tout ce qui concerne la qualité de l'emploi et le respect des droits des travailleurs. En effet, aucun des réseaux nationaux interrogés ne considère que la protection de la qualité de l'emploi soit une priorité pour son gouvernement.

Il existe clairement une pression vers la **réduction des salaires**.

Les gouvernements donnent le ton en réduisant les salaires des fonctionnaires, notamment dans les pays les plus menacés par les marchés financiers (Irlande, Grèce, Espagne…). Toutefois, le constat s'applique également au secteur privé.

« Les salaires des fonctionnaires ont diminué de 30%. » (EAPN Roumanie)

« Le salaire minimum subit une forte pression dans des secteurs spécifiques. Un arrêt récent du tribunal prévoit une diminution de 7% de salaires pour certains emplois dans le secteur de la construction. Les syndicats s'inquiètent ders tentatives incessantes de pousser à la baisse les salaires dans le secteur des services et dans d'autres secteurs, ce qui aurait un impact direct sur les travailleurs à bas salaires. Le nouveau plan d'austérité pour 4 ans prévoit une diminution du salaire minimum de €1€ à €7,65. Cela aura un impact sur d'autres accords sectoriels en matière de salaire minimum ; parallèlement, les modifications du régime fiscal et d'autres réformes risquent de venir gonfler les rangs des travailleurs pauvres. » (EAPN Irlande)

Cette tendance s'accompagne d'une dégradation générale des conditions de travail et de tentatives de mise à mal des droits des travailleurs.

« Les salaires chutent davantage et, dans l'ensemble, les conditions de travail ont empiré. » (EAPN Espagne)

« On assiste à une détérioration évidente des conditions de travail. » (EAPN Roumanie)

3. La situation des ONG

3.1. De grandes difficultés à répondre à une demande croissante

Les ONG, qui offrent des services sociaux dans les domaines du logement, de l'emploi, de l'accueil de l'enfance et de l'assistance, des conseils ou de l'orientation, apportent une aide précieuse aux personnes touchées par la crise.

Les membres d'Eurodiaconia, une fédération d'organisations, d'institutions et d'églises offrant des services sociaux, de santé et d'éducation, déclarent : *« nos membres n'ont reçu aucun appui de la part des autorités publiques pendant la crise ».* Par contre, les ONG ont été confrontées à un *« demande croissante de services ».* Elles s'attendent à ce que la demande continue à augmenter; elles s'attendent également à ce qu'on leur demande de pallier la diminution de l'offre de services publics.[15]
(Eurodiaconia)

La majorité des organisations interrogées (14) déclarent connaître une augmentation de la demande en services. Seules quatre d'entre elles considèrent que la demande est plus ou moins la même que l'an dernier (PL, RT, NO, SK). Aucun des réseaux nationaux, ni aucune des organisations européennes interrogées ne considère que la demande en services fournis par des ONG est en baisse.

Visiblement, cette augmentation de la demande reflète aussi bien la détérioration de la situation des personnes que les coupes opérées dans les services publics.

Une grande partie de cette demande croissante concerne les mêmes services (comme le précisent 13 organisations interrogées), notamment une aide en nature minimale pour des services de base.

« La demande en aide alimentaire d'urgence explose. »
(EAPN France)

« Les personnes nous demandent de l'aide car elles ne parviennent plus à assumer leurs dépenses courantes. »
(EAPN Roumanie)

« On constate une demande croissante au niveau de l'aide alimentaire, des services aux sans-abri ainsi que des services de conseil en matière de gestion budgétaire de la part des personnes en situation de grande pauvreté . »
(EAPN Irlande)

« Les organisations membres reçoivent de plus en plus de demandes concernant des centres de jour pour enfants de la part de familles à problèmes, notamment une aide pour les repas et pour les devoirs. »
(La Fondation Européenne des Enfants de la Rue)

[15] Idem 5

7 organisations interrogées reçoivent de plus en plus de demandes variées de la part de différents groupes cibles, notamment les familles et les travailleurs migrants. Certains de ces groupes ne reçoivent aucune aide de la part des services publics, faute de papier ou de permis de séjour et ne peuvent donc pas accéder aux prestations d'aide sociale.

« Les organisations, qui offrent des services aux sans-abri, font état d'un nombre croissant de familles et de personnes âgées qui demandent une aide alimentaire, même si elles ne sont pas sans-abri. »
(EAPN Hongrie)

« De nouveaux groupes arrivent des Balkans, des Pays-Bas et d'Espagne. Certains groupes sont extracommunautaires, possèdent la nationalité de leur pays mais n'y trouvent pas de travail. »
(EAPN Belgique)

Selon 5 organisations interrogées, on observe une augmentation évidente des demandes de nouveaux services, surtout en matière de médiation des dettes.

Les ONG sont confrontées simultanément à une augmentation des besoins et à un **amoindrissement de leurs ressources**. 12 réseaux nationaux et organisations européennes interrogés disent recevoir moins de financements publics du niveau national et prévoient que cela restera le cas à l'avenir ; 9 organisations constatent qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir de nouveaux financements publics nationaux ; 8 organisations font état de diminution des dons.

« Le budget du Fonds Civil National, l'une des principales sources de financement pour de nombreuses ONG (surtout les plus petites), va connaître une diminution de 50%. »
(EAPN Roumanie)

« Jusqu'à présent, 11,5 millions £ ont été retirés à l'Office pour la Société Civile. Une grosse partie de ce montant servait à aider les organisations de l'économie sociale en Angleterre et au Pays de Galles. Le gouvernement, via son programme « Big Society », tente de promouvoir le travail volontaire comme alternative au travail rémunéré, afin de réduire les coûts des services sociaux. »
(EAPN Royaume-Uni)

« *Toutes les ONG ont vu fondre comme neige au soleil les financements reçus du gouvernement. »*
(EAPN Irlande)

« Les fondations privées (principalement les fondations américaines, comme la Fondation Soros) ont quitté la Hongrie qu'elles considèrent maintenant comme une démocratie stable. En conséquence, les sources de financements disparaissent. »
(EAPN Hongrie)

« Les personnes font de moins en moins de dons. »
(Eurodiaconia)

« Certaines de nos organisations membres essaient d'amortir la pénurie d'effectifs en engageant plus de volontaires. Toutefois, cette solution ne donne pas le niveau de professionnalisme souhaité et n'assure pas une présence permanente au sein de l'organisation. »
(La Fédération Européenne des Enfants de la Rue)

D'autre part, La FEANTSA souligne que *« dans certains pays, les financements des services d'urgence ont augmenté tout comme les projets « premier logement » en faveur des sans-abri »*. Elle ajoute que si, dans la plupart des pays, on assiste à des restrictions budgétaires, dans d'autres pays, les budgets consacrés au sans-abrisme *(stricto sensu)* sont restés constants – la question est : pour combien de temps ?

Ni les fonds structurels, ni les projets européens ne compensent cette réduction des ressources.

Contrairement aux affirmations de la Commission européenne dans son rapport conjoint 2010 sur l'inclusion sociale, les changements apportés aux programmes opérationnels des Etats membres ont eu des effets mitigés sur l'inclusion sociale des groupes les plus vulnérables. La tendance générale va à l'utilisation du FSE pour les personnes les plus proches du marché de l'emploi afin de maintenir les emplois. Cela se fait au détriment des groupes vulnérables, qui sont les plus exclus.

« Les appels au titre du FSE ont été supprimés. »
(EAPN Hongrie)

« En Roumanie, le taux d'absorption des fonds structurels est très faible (environ 10%) et cela pose problème, notamment au FMI. (…) Désormais, seules les grandes ONG ont accès aux fonds structurels en raison des difficultés financières liées au niveau de liquidités souhaitable. Autre problème : la concurrence (déloyale) des organisations intergouvernementales souhaitant garder pour elles tous les fonds structurels. »
(EAPN Roumanie)

« Désormais, les restrictions financières sont monnaie courante et on s'attend à ce que la situation empire considérablement. »
(EAPN Royaume-Uni)

« Les ONG peuvent à peine se permettre de participer aux projets européens car elles doivent contribuer à hauteur de 10 à 25% (en Roumanie, il n'existe pas de mécanisme permettant aux ONG de demander à l'Etat qu'il apporte cette contribution) et il faut 8 à 12 mois pour que le gouvernement rembourse les dépenses engagées. » (EAPN Roumanie)

Une note plus positive dans ce tour d'horizon négatif : d'après la FEANTSA, il existe un *« nouveau mécanisme de financement dans le cadre des fonds structurels, qui concerne les projets de logement pour les groupes marginalisés. »*

Seul le réseau suédois signale de nouveaux financements publics pour les activités organisées en 2010. Le réseau s'attend à une augmentation de son financement. Dans certains, cas, les nouvelles sources de financements viennent du secteur privé. Cela montre que la solidarité éveille l'intérêt. En effet, au Danemark, les dons privés augmentent, tandis qu'en Espagne, les contribuables saisissent de plus en plus souvent la possibilité qui leur est offerte de consacrer 0,7% de leur impôt sur le revenu aux organisations de protection sociale.

Au-delà du fait que les personnes précarisées ne reçoivent pas l'aide dont elles ont besoin, et que les ONG doivent se débrouiller avec moins de professionnels (et donc se reposer davantage sur l'aide des volontaires), cette diminution généralisée des financements des ONG entraîne des conséquences très inquiétantes pour l'ensemble la société.

→ Une pression accrue sur l'offre de services des ONG

« Les ONG prestataires de services pour le compte des autorités publiques observent une diminution des montants des contrats, alors que la charge de travail s'alourdit. L'attitude a laquelle ces ONG sont confrontées se résume à « c'est à prendre ou à laisser » ou « on trouvera quelqu'un d'autre pour s'en charger. »
(EAPN Belgique)

→ Moins de possibilités pour les projets innovants/à petite échelle

« Il n'y a pas de financement pour les nouvelles ONG ou pour les ONG qui ne fournissent pas de services. » (EAPN Roumanie)

« Les petites ONG se plaignent de la position dominante des grandes ONG. »
(Un membre d'Eurodiaconia)

→ Les échanges et la mise en réseau sont limités

La Fédération européennes des enfants de la rue insiste sur les difficultés auxquelles elle est confrontée en tant que réseau européen : faute de financements propres, certaines organisations nationales membres ne parviennent plus à apporter le cofinancement exigés pour bénéficier des subventions européennes destinées aux organisations européennes. Parfois, certains membres ne sont plus en mesure de participer aux réunions européennes, faute de pouvoir assumer les frais de déplacement. Pour les membres d'Eurodiaconia, la diminution des financements accroît la concurrence entre les prestataires de services sociaux et met en danger le principe de solidarité.

Dans ce contexte concurrentiel, les ONG prestataires de services observent une augmentation constante du nombre de prestataires de services venant du secteur privé. Ceux-ci peuvent gérer leur budget de manière plus flexible que les ONG.

→ Les ONG sont limitées dans leur rôle plaidoyer

12 réseaux nationaux interrogés signalent que, par manque de temps et de moyens, ils ont du mal à remplir leur fonction pourtant essentielle de plaidoyer, à faire entendre la voix et les inquiétudes des personnes en situation de pauvreté.

« L'argent est investi directement dans l'aide aux usagers et dans les projets; il ne reste pas grand chose pour le travail de plaidoyer. »
(EAPN République Tchèque)

« On passe son temps à chercher de l'argent … » (EAPN Pologne)

Dans certains pays, les ONG doivent composer avec une décision politique délibérée de les exclure du processus de gouvernance, ce qui a pour effet d'affaiblir la démocratie participative et d'empêcher la participation des personnes en situation de pauvreté. Les temps étant particulièrement difficiles, ce choix semble très contestable. En effet, il est absolument nécessaire d'impliquer tous les acteurs dans le débat et dans la recherche de solutions partagées.

« On a assisté à un démantèlement en profondeur des organismes de lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et pour l'égalité. Ce démantèlement a principalement touché les organes porteurs de changements. Il se manifeste de diverses manières :

- *La suspension du financement de 181 projets de développement local indépendants menés en 2010 dans des communautés en difficulté. Certains projets ont été interrompus immédiatement, tandis que la plupart des autres projets étaient incorporés dans* ***une structure de partenariat non indépendante*** *: le programme de développement communautaire et local.*
- *L'intégration, en 2009, de l'agence indépendante de lutte contre la pauvreté dans la division « inclusion sociale » actuellement partie du département des affaires de la Communauté, rurales et de Gaeltacht.*
- *La disparition, en 2008, de la commission nationale indépendante et consultative sur le racisme et l'interculturalisme (NCCRI).*
- *En 2009, d'importantes coupes dans les budgets du centre pour l'égalité des chances (- 43%) et de la commission irlandaise des droits humains (- 23%).*

Il est spécifié dans plusieurs accords de financement par le gouvernement celui-ci va à l'offre de services et non pas à l'aide aux activités de plaidoyer. » (EAPN Irlande)

« La situation tend vers un système d'économie de marché dans lequel les ONG vendraient leurs services dans des zones déterminés par les autorités. Il n'y a plus de soutien global aux ONG. » (EAPN Suède)

« Le mode de financement des organisations change : on assiste à l'abandon des subventions globales au profit de contrats de service. Dès lors, les ONG doivent ajuster leur fonctionnement et, souvent, ce glissement influence le type de travail de plaidoyer qu'elles peuvent réaliser. » (EAPN Royaume-Uni)

« Les ONG d'accompagnement des chômeurs sont toujours exclues des lieux où l'on discute de ces questions et elles ne collaborent pas avec les administrations concernées. » (EAPN France)

→ La participation des personnes en situation de pauvreté est en péril

11 organisations interrogées constatent des difficultés dans l'accès au financement de la participation. Seule la Norvège pointe une amélioration.

« Les conditions d'octroi du 'National Civil Fund' pour l'année 2011 viennent d'être publiées il y a quelques jours. 3 à 5% seulement du budget global seront consacrés à des projets de promotion de la démocratie ou de la participation au niveau local. » (EAPN Hongrie)

3.2. Les ONG jouent un rôle clé dans la mobilisation de la société civile concernant l'impact social de la crise et des choix politiques opérés

Malgré un environnement extrêmement difficile, les ONG ne baissent pas les bras : elles ne renoncent pas à leur ambition de sensibiliser à la réalité de la vie des personnes en situation de pauvreté et de faire pression pour que les choses changent.

9 réseaux nationaux interrogés déclarent avoir participé activement aux activités de lobbying concernant les conséquences sociales de la crise. Activités très variées puisqu'elles regroupent communiqués de presse, conférences, réunions, pression directe sur les responsables politiques, manifestations...

Les organisations européennes défendent la *« nécessité de remettre davantage en question le système actuel et ses valeurs »*, et *« la nécessité de se doter d'un nouveau projet. »* (Eurodiaconia)

« Le mouvement social 'claiming our future' ('revendiquer notre avenir') est l'expression d'une grande frustration de la société civile par rapport à l'exclusion presque totale des organisations communautaires et non gouvernementales des processus de prises des décisions, alors même que ces décisions influenceront la vie des gens pendant la prochaine décennie. Ce mouvement propose des politiques économiques alternatives et entretient des relations avec les syndicats, les organisations communautaires et de la société civile. » (EAPN Ireland)

Dans certains pays, les membres utilisent les structures existantes de participation pour organiser leurs activités de lobbying : en Belgique, il s'agit de « la Commission consultative fédérale de l'aide sociale » et en Irlande, de la « Plate-forme communautaire ».

Toutefois, des processus de participation structurés n'existent pas dans tous les pays et, lorsqu'ils existent, ils ne sont pas toujours efficaces. Les membres d'EAPN se plaignent de l'absence de transparence dans les processus décisionnels entourant la gestion de la crise.

L'union fait la force– nouer des alliances plus larges

Il arrive souvent que les membres d'EAPN participent à des alliances avec d'autres parties prenantes de la société civile (syndicats, monde de la recherche …).

40 organisations européennes ont rejoint EAPN dans le cadre d'une coalition pour l'année 2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale autour du slogan *'Construire une Europe pour tous- Abolir la pauvreté'*[16]. La campagne a servi de tremplin pour l'organisation d'actions et la mise en place d'alliances entre ONG au niveau national et régional. EAPN a également pris une part active à l'Alliance de Printemps (coalition européenne qui conjugue les forces des ONG sociales, environnementales et de développement avec celles du mouvement syndical pour présenter une position commune sur la stratégie Europe 2020 et sur la crise) où il représentait la Plate-forme sociale. Plus d'informations sur : www.springalliance.eu.

« Les syndicats, les organisations volontaires, les communautés, les groupes et les personnes se sont rassemblés pour une grande manifestation qui s'est déroulée le 23 octobre. Cette marche visait à s'opposer aux restrictions budgétaires. Nous avons également collaboré avec le Congrès des syndicats écossais dans le cadre d'une nouvelle campagne visant à proposer d'autres réponses à la crise. » (EAPN Ecosse)

« Le groupe d'ONG 'ALERTE' a organisé plusieurs conférences de presse afin d'alerter l'opinion publique quant aux conséquences sociales de la crise. » (EAPN France)

« Nous faisons partie d'un groupe qui mène campagne contre les diminutions du revenu minimum et des salaires minimums. Ce groupe s'appelle 'The Poor Can't Pay'('les pauvres ne doivent pas payer'). Nous organisons également des activités de lobbying par le biais de l'Alliance pour l'égalité et les droits. Ces actions ont pour objectif de mettre en place une infrastructure indépendante et efficace de défense de l'égalité et des droits humains. Celle-ci remplacerait l'infrastructure existante, qui a été vidée de sa substance par les restrictions financières, et interviendrait si l'indépendance du centre pour l'égalité venait à être remise en cause à haut niveau. » (EAPN Irlande)

« Nous insistons sur la nécessité d'investir dans les personnes. Désormais, nous bénéficions du soutien de la Confédération Norvégienne des Syndicats (LO) qui soutient nos demandes d'un système de protection sociale basé sur les droits et dont les niveaux seraient semblables à ceux prévus dans la recherche sur les budgets types des ménages. » (EAPN Norvège)

[16] Voir : www.endpoverty.eu

L'objectif de ces actions est non seulement de sensibiliser, et de s'opposer à certaines décisions politiques dangereuses, mais également d'expliquer la réalité de la situation et de proposer des choix alternatifs.

« Nous avons participé à un processus de réflexion collectif, global et approfondi intitulé 'España 2020'. Il s'agissait d'organiser une série de séminaires avec des experts, des praticiens et des représentants des ONG afin d'élaborer un document stratégique reflétant notre position commune à propos de la situation actuelle et de l'horizon 2020. » (EAPN Espagne)

« De nombreuses conférences ont lieu pour discuter de toutes ces problématiques et des débats politiques sont organisés dans les médias et lors de rencontres avec les responsables politiques et les parlementaires. » (EAPN Estonie)

« Une série de réunions a été organisée afin de discuter de la crise. Ce qui en est ressorti, c'est l'exigence d'une vision plus large et la nécessité de mieux expliquer ce qui est en train de se passer. » (EAPN Bulgarie)

Nombre de réseaux d'EAPN prennent des initiatives et relayent les préoccupations des plus vulnérables. Malheureusement, d'autres membres sont submergés par les difficultés : absence de soutien financier et de reconnaissance publique. Dès lors, ils sont incapables d'agir ; c'est le cas du réseau grec. Toutefois, ils partagent les mêmes préoccupations, ainsi que la conviction qu'aujourd'hui, l'UE opère de mauvais choix.

4. Conclusions: causes et alternatives

4.1. Le danger lie a l'absence de débat sur les causes de la crise

La poursuite d'un même modèle de croissance enferme les pays dans une spirale négative

Pour certains pays, la crise est plus qu'une mauvaise passe, c'est un piège dont ils ne parviennent pas à sortir. La raison principale en est les politiques libérales menées par les gouvernements. Il est évident que les mesures d'austérité compromettent les maigres chances de reprise.

« Si le gouvernement a confirmé quelques signes de reprise, les analystes prévoient des turbulences à venir lorsque les mesures d'austérité commenceront à faire effet. » (EAPN Espagne)

« On s'attend à ce que les licenciements se poursuivent et que le chômage continue à grimper. La population ne pourra plus rembourser ses crédits ni payer ses factures et la consommation chutera. » (EAPN Roumanie)

Les membres évoquent des signaux montrant que le dynamisme de leur pays est affecté sur le long terme. Par exemple, le taux de natalité décline en Estonie et en République tchèque, et l'on remarque une crainte de l'avenir croissante.

Une incapacité à débattre des causes de la crise et à revoir notre modèle de développement

« Nous refusons la théorie du 'bon vieux temps'! »
(Groupe de travail d'EAPN sur l'inclusion sociale)

Les membres regrettent profondément l'absence de débat sur les causes de la crise. Ils réfutent la théorie selon laquelle l'actuelle crise était inévitable et qu'elle marque seulement la fin naturelle d'un cycle économique.

Les membres d'EAPN exigent une approche plus ambitieuse. Il est évident que la crise est le révélateur des déséquilibres de la précédente période de croissance. Ils citent les causes suivantes :

- La faible part prise par les salaires dans le produit intérieur brut de l'UE au cours des dernières décennies.
- La déréglementation financière.
- Le détricotage des systèmes de protection sociale et la diminution des investissements publics.
- L'augmentation constante des inégalités au cours de la dernière période.
- Le dumping social et fiscal au sein de l'UE.

Les membres des pays d'Europe de l'Est se demandent pourquoi leur récente adhésion à l'UE n'a pas eu pour effet d'améliorer leur situation sociale.

« On a connu la crise pendant 20 ans. Pourquoi notre entrée dans l'UE n'a-t-elle rien changé? »
(EAPN Bulgarie)

Pour remédier aux causes de la crise, les pays de l'UE devraient revoir leur modèle actuel de croissance. On est loin du compte ! Le système économique et financier n'est pas remis en cause et les mêmes solutions sont appliquées.

Le système bancaire n'est toujours pas réglementé

Le système bancaire poursuit sur la même voie et peu d'avancées sont réalisées en termes de réglementation du secteur. Les responsabilités ne sont toujours pas identifiées et les attitudes restent inchangées. Malgré les énormes profits engrangés et les bonus démesurés versés à leurs dirigeants, certaines banques ne se mettent toujours pas au service de la population.

« Le coût du sauvetage d'une banque varie de 29 milliards € à 34 milliards € et cet argent ne sera jamais récupéré. En 2010, les recettes fiscales étaient inférieures à 32 milliards € (4,8 milliards €, soit 15% du total, ont été utilisés pour le service de la dette nationale). Dès lors le coût du sauvetage des banques est écrasant. Malgré tout, les banques ne prêtent pas d'argent et nombreux sont les anciens administrateurs restés en place. »

(EAPN Irlande)

« Les responsables de la crise (qui ont pris des risques trop élevés pour engranger un maximum de profits) voulaient revenir aux mêmes pratiques, ainsi qu'aux bonus faramineux pour les directeurs généraux. Toutefois, une loi adoptée en juin 2010 autorise le gouvernement à interdire la vente de produits bancaires toxiques. »

(EAPN Belgique)

Les coûts de la non-construction d'une Europe de la solidarité, de l'absence de leadership dans le développement d'un modèle de développement alternatif, social, durable et équitable

L'UE n'a pas pu empêcher la crise, préférant privilégier une croissance basée sur la libéralisation plutôt que la construction d'un espace social et économique commun sainement basé sur la coopération et la solidarité. À cette Union européenne là n'est pas celle que les membres d'EAPN souhaitent : elle ne répond pas aux besoins des personnes en matière de sécurité et de dignité de vie ; elle ne reflète pas les idéaux de solidarité et de progrès qui ont inspiré sa création, ni la convergence entre les économies nationales, recherchée lors des élargissements. Aujourd'hui, l'UE est divisée entre plusieurs blocs de pays aux situations différentes. Il existe également des divisions au sein des pays et entre différents groupes, dont certains ont été touchés plus que d'autres par la crise.

Bien que la crise économique et financière soit un phénomène transnational survenu dans un monde globalisé, des solutions nationales sont préférées à d'éventuelles réponses européennes communes. Au sein de l'UE, le dumping social et fiscal empêche toute avancée vers une coopération renforcée des politiques financières.

« Les taux d'intérêt des prêts imposés par l'UE à l'Irlande sont plus élevés que les taux imposés par le FMI! » (EAPN Irlande)

4.2. Des alternatives sont possibles

Au cours des dernières décennies, qu'est-ce qui a manqué à l'UE et qui aurait permis de rendre la crise moins dévastatrice ? Au minimum :

- Des outils de convergence plus efficaces et plus ambitieux, notamment les fonds structurels qui auraient pu cibler davantage les personnes les plus éloignées du marché de l'emploi.
- Une défense plus marquée des systèmes de protection sociale en tant que stabilisateurs automatiques ainsi qu'en tant que fondement essentiel pour restaurer la confiance des personnes dans la reprise.
- Une lutte efficace contre le dumping fiscal et pour des systèmes fiscaux plus équitables et plus progressifs, qui taxent toutes les richesses.
- Une réglementation effective des marchés financiers.
- Une coopération active dans le cadre des politiques économiques, budgétaires ainsi que de l'emploi, afin de permettre la création d'emplois et la stimulation de l'économie.
- Des mécanismes solides et dissuasifs de solidarité susceptibles de prévenir la spéculation des marchés contre certains Etats membres.
- Une participation effective de toutes les parties prenantes, et notamment des personnes en situation de pauvreté, à la conception des politiques aux niveaux européen et national.

Il semble aujourd'hui que la stratégie Europe 2020 soit une nouvelle occasion ratée de mettre au point un modèle social alternatif et durable. Malgré son engagement en faveur d'une croissance inclusive et durable via l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale, l'UE continue à privilégier la croissance et la consolidation fiscale. Non seulement on ne tient aucun compte des conséquences sociales désastreuses de ces politiques, mais rien ne semble indiquer un véritable engagement en faveur d'une approche sociale, environnementale et économique intégrée. Par conséquent, l'UE continue à mener une stratégie macro-économique restrictive, axée sur la croissance à tout prix, créant plus de pauvreté et d'inégalités, au lieu de prendre le leadership d'une réponse coopérative à la crise, fondée sur la redistribution des richesses entre les régions et les personnes. On aurait pu démontrer que l'Europe n'est pas indifférente aux personnes, que la stratégie Europe 2020 et la réponse européenne à la crise **placent les personnes au centre... l'occasion a été ratée**.

EAPN est convaincu qu'il **est encore possible de poser d'autres choix**, reflets d'un projet à long terme, volontariste, pour plus de prospérité pour tous et pour toutes. Il s'agira, notamment :

1. D'opter pour des mesures contra cycliques, d'investir dans la reprise et de stimuler la demande plutôt que de vouloir réduire les déficits à tout prix.
2. De réduire les déficits plus lentement et plus équitablement– par exemple, en augmentant les recettes, en s'attaquant à la fraude et à l'évitement fiscal, en mettant au point de nouveaux instruments fiscaux progressifs dans le cadre de l'impôt sur les personnes et les sociétés, en taxant les transactions financières et la spéculation.
3. D'établir les priorités de manière plus pertinente lorsqu'il s'agit de réduire les dépenses: les budgets sociaux devraient être préservés au contraire des budgets de la défense… etc.

Autres éléments clés :

- Investir dans les personnes et dans les communautés locales pour éviter à plus long terme les coûts sociaux et en soins de santé dus l'augmentation de la pauvreté.
- Définir une approche basée sur le partenariat avec les ONG actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, dans le cadre d'une démarche participative et financière adéquate afin de soutenir celles-ci dans leurs diverses fonctions (offre de services, renforcement des capacités et participation des personnes en situation de pauvreté).
- Avoir recours aux mesures intégrées afin de créer des emplois durables dans le cadre d'une approche intégrée de l'inclusion active.
- Renforcer les régimes de revenu minimum et de protection sociale sur tout le cycle de vie, en leur qualité de stabilisateurs automatiques et de fondements d'une relance durable.
- Réglementer les marchés financiers et économiques.

Pour plus d'informations

Documents officiels de l'UE

- *Mise à jour 2010 de l'évaluation conjointe par le CPS et la Commission européenne de l'impact sociale de la crise économique et des réponses politiques*, novembre 2010 (disponible uniquement en anglais)
- *Seconde évaluation conjointe par le Comité protection sociale et la Commission européenne de l'impact social de la crise économique et des réponses politiques*, novembre 2009 (disponible uniquement en anglais)
- Ces rapports sont accessibles sur la page web du Comité Protection sociale : http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=758&langId=fr

Communiqués de presse et publications d'EAPN

- EAPN présente ses messages clés à l'agora citoyenne sur les crises et la pauvreté, janvier 2011, www.eapn.eu
- *La stratégie Europe 2020 commence,… et fait l'impasse sur la cohésion sociale*, www.eapn.eu
- *Rapport d'EAPN sur l'impact social de la crise et des plans de relance, décembre 2009*, www.eapn.eu
- *Les pauvres et les marginalisés sont de plus en plus réduits au silence alors que l'impact de la récession s'installe*, EAPN Irlande, juillet 2010, www.eapn.ie (disponible uniquement en anglais)

D'autres ONG

- *Comment la crise touche-t-elle la prochaine génération ?*, janvier 2011, www.eurochild.be (Eurochild), (disponible uniquement en anglais)
- *Le coût social de la crise : de plus en plus de gens dans le besoin et de plus en plus de besoins*, février 2010, www.eurodiaconia.org (Eurodiaconia), (disponible uniquement en anglais)
- www.springalliance.eu

Confédération européenne des syndicats

- *La crise économique et sociale: prises de position et actions de la CES,* http://www.etuc.org/a/5854

Recherche

- *La crise économique et financière : promouvoir une réponse politique favorable à l'emploi*, page web reprenant informations, articles…, European Trade-Unions Institute, http://www.etui.org/fr/Sujets-d-actualite/La-crise-economique-et-financiere-promouvoir-une-reponse-politique-favorable-a-l-emploi

- *La pauvreté des enfants et des personnes en âge de travailler devrait grimper au cours des trois prochaines années*, Institute for fiscal studies, décembre 2010, UK, http://www.ifs.org.uk/publications/5372, (disponible uniquement en anglais)
- *Affronter la Crise: austérité ou solidarité, Economistes européens pour une politique économique alternative en Europe, Euro memorandum 2010/2011*, (disponible uniquement en anglais)

INFORMATION ET CONTACTS

Pour plus d'informations sur ce rapport, veuillez contacter:

Claire Champeix, chargée de mission

claire.champeix@eapn.eu

Pour plus d'informations sur les prises de position politique d'EAPN, veuillez contacter:

Sian Jones, coordinatrice politique

sian.jones@eapn.eu – 0032 (0)2 226.58.50

Pour plus d'informations sur les prises de position, publications et activités d'EAPN

www.eapn.eu

EUROPEAN ANTI-POVERTY NETWORK. La reproduction est autorisée à condition que la source soit dûment mentionnée. Février 2011.

EAPN reçoit le soutien de la Direction Générale « Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances » de la Commission européenne. Son financement provient du Programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité (2007 – 2013).

Pour plus d'informations:

http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement la position de la Commission européenne.